



Déclaration liminaire CSAD-SD mardi 7 avril 2027

Monsieur Le Directeur académique,  
Mesdames, Messieurs les membres du CSA-SD,

Il n'est pas dans nos habitudes de prononcer une déclaration liminaire lors d'un CSA-SD de repli. Malheureusement, au regard des équations simplistes ministérielles et des échanges lors du précédent CSA-SD, nous nous devons de marquer le coup.

« Zéro [suppression de postes, dans les propos du ministre], c'est suicidaire parce que dans 7-8 ans on n'aura plus besoin de professeurs, si jamais on fait ça. » Suicidaire. Édouard Geffray, le ministre de l'Éducation nationale n'a visiblement pas trouvé d'autres adjectifs pour ponctuer sa déclaration justifiant les suppressions d'emplois lors des questions au gouvernement au Sénat la semaine dernière. Le choix de cet adjectif est totalement déplacé ! En effet, l'Éducation nationale est régulièrement endeuillée par des suicides de collègues, parfois, directement imputables aux conditions de travail. Là, le mot est adapté.

Mais certainement pas quand on parle de l'avenir du service public d'Éducation et donc, quelque part, de la jeunesse de ce pays. Reprenons la logique du ministre : plus de professeur-es et moins d'élèves dans les classes, serait donc suicidaire ? Absurde ! Ne pas supprimer de postes maintenant conduirait à ne plus pouvoir recruter de professeur-es dans quelques années, car il y aura moins d'élèves. Dissserter sur la démographie des élèves pour supprimer des postes sans regarder celle du corps enseignant avec des dizaines de milliers de départs à la retraite du fait du vieillissement de la profession. Voilà bien une équation qui mettra l'École en difficulté.

A l'équation ministérielle s'ajoute l'inconnue des résultats aux concours avec, comme incidence, la fluidité au sein du mouvement intra-académique. La neutralisation du poste d'anglais au lycée Joseph Loth de Pontivy, avec une incidence sur une Mesure de Carte Scolaire d'il y a un an ne peut être acceptable. D'autant que la solution du berceau est facilement envisageable : le poste libéré par la collègue victime de la MCS l'an dernier.

La mobilisation du 31 mars a permis de signaler, une fois encore, que l'École est à un point de bascule, que son avenir ne peut se résumer à quelques équations simplistes. La mobilisation du 31 mars l'a rappelé : des moyens, pour nos élèves, pour l'ensemble des personnels, pour l'École publique laïque.